Double victoire du peuple et du Chavisme au Venezuela

Le 30-11-2021

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation aux relations internationales

Les élections du 21 novembre se sont déroulées avec une participation de près de 42 % soit une hausse de + 10% par rapport au scrutin de décembre 2020. Première victoire.
Le chavisme remporte 21 États et gagne la mairie de Caracas (avec Carmen Melendez). Deuxième victoire.
La droite gagne l'État de Nueva Esparta et deux nouveaux États : Cojedes et le Zulia, État pétrolier stratégique. Beau revers pour les États-Unis, leurs affidés et les médias mainstream à leurs bottes, selon lesquels le chavisme et Maduro étaient à l'agonie, les élections truquées et les opposants bâillonnés. Ce montage de fake news a même réussi à endormir les militants du monde entier se réclamant de la gauche, à les démobiliser, à les neutraliser, à éliminer chez eux toute velléité de solidarité. Bref à les "retourner" et à en faire, pour certains, de gentils chiots aboyant les arguments

fallacieux de leurs maîtres.

Dimanche 21 novembre 2021, pour le 29e scrutin depuis l'élection de Hugo Chávez en décembre 1998, 70 244 candidats, dont 49,4 % de femmes, se sont présentés aux élections régionales et municipales. Les partis d'opposition, extrême droite comprise, ont présenté près de 67162 candidats, soit 96% du total ! Le chavisme, mouvement unitaire, ne présentait que 3 082 candidats (soit 4% pour 3 082 postes dans tout le pays : 23 postes de gouverneur, 335 postes de maire, 253 postes de législateur régional et 2 471 postes de conseiller municipal. Il y avait donc près de 22 candidats d'opposition pour chaque candidat chaviste… C'est ce que les États-Unis, leurs affidés et les médias médias appellent une dictature…
Le processus électoral a été observé par près de 500 observateurs internationaux, dont le groupe d'experts des Nations Unies, du Centre Carter, le prestigieux Conseil des Experts Électoraux Latino-américains (CEELA), composé d'experts juridiques et de présidents de tribunaux électoraux provenant de pays de tous bords politiques. Ajoutons les experts électoraux de l'observatoire des affaires latino-américaines de la Chambre des députés de la République d'Argentine, la mission de suivi de la Conférence Permanente des partis politiques latino-américains (COPPAL), l'Observatoire de la démocratie du Parlement du Mercosur, l'équipe du National Lawyers Guild of New York & California, l'Observatorio de Derechos Humanos de los Pueblos, etc., ainsi que quelques centaines de journalistes de 70 médias nationaux et internationaux, d'experts électoraux de pays d'Afrique, des Caraïbes et d'Asie, de personnalités politiques (dont l'ex-président espagnol Rodriguez Zapatero), de mouvements sociaux et d'universitaires du monde entier. Bref, il s'agira des élections les plus contrôlées au monde.
En cerise sur le gâteau l'Union européenne avait envoyé une mission électorale (inédit depuis 15 ans) !
Mais gageons que dans les semaines à venir l'UE et les États-Unis ne se priveront pas de dénoncer le gouvernement vénézuélien… et que tous ceux qui qui mangent dans la main du néolibéralisme y verront le signe du diable d'un peuple qui continue à se tenir fièrement debout !

Quelques déclarations

Nicanor Moscoso, président du Conseil d'Experts Électoraux Latino-américains (CEELA),

Image

lien : https://twitter.com/cneesvlza/status/1462557634041683976

Depuis août le Conseil d’Experts Électoraux Latino-américains (CEELA), composé de présidents de tribunaux électoraux venus de pays de tout signe politique, a assisté aux 17 audits du matériel de vote avec tous les partis de droite à gauche. Tous ont validé sa fiabilité.

Pour l’ex-président espagnol José Luis Zapatero, également observateur sur place, « *le Centre National Électoral du Venezuela a garanti le pluralisme de ces élections* ».

Image

Quant à l'Union européenne après avoir adoubé, puis répudié le fantoche étatsunien Guaido et boudé les élections de 2006, elle a finalement envoyé près de 100 observateurs. Il faut dire que l'UE pédale pour trouver une crédibilité suite aux déclarations de Josep Borrell, son "Haut Représentant aux Affaires extérieures". En effet, celui-ci déclarait : « *notre rôle est d'aider l'opposition… seul le rapport de l'UE validera ou non le résultat* ». Sa morgue ne suffisant pas à faire pression sur les électeurs vénézuéliens, l'UE a reconduit « pour un an » ses sanctions illégales, dénoncées par l'ONU, contre le Venezuela, trois jours avant le scrutin…

Image

lien : https://twitter.com/mision_verdad/status/1462534152742477836?

Après avoir visité plusieurs bureaux de vote, la chef de la mission électorale de l'Union européenne, Isabel Santos, a déclaré que « *tout se passe bien* » et que «*les gens peuvent voter en toute sérénité* ».

Parmi les partis participant aux élections, le PSUV, principal parti du chavisme qui a tenu des élections primaires pour évaluer les gestions des maires et gouverneurs chavistes, a renouvelé une bonne partie de ses candidats, Le PSUV est allié avec le Grand Pôle Patriotique (Gran Polo Patriotico).
En face, la *Plataforma Unitaria* (groupe de partis de droite dirigés par Guaido) alliée avec l'*Alliance*

démocratique (coalition d'opposition qui a participé aux élections et dispose d'une représentation institutionnelle) et l'*Alternative populaire révolutionnaire* (APR), coalition politique de gauche opposée à Nicolás Maduro.
Enfin, il existe une douzaine de partis régionaux et/ou municipaux…La dictature on vous dit…

Rappelons que l'extrême droite insurrectionnelle, pour exiger la « *fin de l'usurpation* » de Maduro, appelait au boycott électoral depuis des années. Mais, cette fois, elle a décidé de participer au scrutin avec la droite traditionnelle. En effet, les différents mécanismes de dialogue proposés depuis plusieurs années par le président Maduro afin de pousser l'opposition vers la reconnaissance de la décision des urnes et le champ démocratique ont fini par être entendus malgré les interférences incessantes de Washington pour "éradiquer définitivement" la révolution bolivarienne.
L'un des enjeux de ces élections était le niveau de l'abstention. En effet, lors des élections législatives de fin 2020, le taux de participation n'était que de 31 %. L'opposition, qui n'avait pas participé aux élections, s'écriait que l'abstention était un rejet virtuel du gouvernement et un soutien pour elle… Une leçon pour Macron ?
Mais, pour le peuple, l'enjeu principal était, soit de garder le cap tenu depuis plus de vingt ans de la révolution bolivarienne, celui du socialisme du XXIe siècle ou, au contraire, d'ouvrir les portes au néolibéralisme. Il a clairement choisi !

Ce texte s'inspire de Gabriel Vera Lopes et Thierry Deronne
(https://venezuelainfos.wordpress.com/2021/11/19/elections-au-venezuela-un-tournant/**)**

et de https://venezuelainfos.wordpress.com/2021/11/22/les-venezueliennes-ont-vote-premiers-resultats/

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire